

En Norvège, ça gaze pour le pétrole

Les compagnies pétrolières et gazières n'auront jamais tant investi dans l'extraction d'hydrocarbures en Norvège que cette année.

Les BP, Shell, Equinor, ConocoPhillips et autres « majors » reviennent à la charge dans les eaux norvégiennes. Les investissements dans l'extraction de gaz et de pétrole vont y atteindre le record historique de 19,5 milliards d'euros cette année. Le résultat des incitations fiscales mises en place durant la crise du Covid pour empêcher un effondrement de cette industrie, prolongées avec la guerre en Ukraine et la chute des importations de pétrole et gaz russes.

Afin de sécuriser l'approvisionnement de l'Europe, la Norvège, principal producteur d'hydrocarbures dans l'espace européen depuis l'érosion des champs britanniques et néerlandais, a donné son feu vert à pas moins de trente-cinq projets l'an dernier. Voilà donc les hydrocarbures qui prennent un nouvel élan en mers du Nord et de Barents. Après avoir atteint son maximum en 2004 à 4,6 millions de barils équivalent pétrole (bép), la production norvégienne est, depuis lors, inférieure de 15 %. Mais elle devrait, d'ici à 2030, remonter quasiment au plus haut niveau antérieur.

La Russie ne fournit plus de pétrole et beaucoup moins de gaz à l'Europe. En revanche, la part de la Norvège dans l'approvisionnement de l'Union européenne est passée, entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2023, de 9,5 % à 13,3 % pour le pétrole, et de 38,1 % à 46,1 % pour le gaz. Elle est le principal fournisseur de la France (36 %) *via* un pipeline sous-marin qui arrive directement à Dunkerque (Nord).

Catastrophe environnementale, la relance des hydrocarbures enrichira encore le fonds souverain norvégien, le premier au monde, dont la valeur, 13 337 milliards d'euros, a doublé en six ans.

André THOMAS.